Dix résolutions écolos pour M. Macron

Reporterre Des membres d'associations écologistes et sociales. le 31 décembre 2022
https://reporterre.net/Dix-resolutions-ecolos-pour-M-Macron?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne

Climat, biodiversité, migrations… En 2022, le gouvernement n'a pas brillé par ses actions écologiques et sociales. Pour l'aider à faire mieux, des militants lui proposent dix bonnes résolutions à appliquer en 2023.

Arrêter de fumer, devenir végétarien, voyager en train plutôt qu'en avion… À l'approche du Nouvel An, peut-être peaufinez-vous une liste de bonnes résolutions à mettre en place à partir du 1er janvier. Qu'en est-il de nos responsables politiques ? Pour s'assurer qu'ils ne manquent pas d'inspiration, *Reporterre* a demandé à dix associatifs de nous expliquer quelle serait, selon elles et eux, la résolution que le gouvernement devrait adopter (et tenir) en 2023.

- **La proposition de Tony Renucci, de Respire :**

Faire voter une loi protégeant les établissements scolaires de la pollution de l'air

En France, trois enfants sur quatre respirent un air pollué, alors qu'ils sont les victimes les plus vulnérables de la pollution de l'air. En 2023, le gouvernement peut agir en adoptant une loi qui agisse à la fois sur l'air extérieur et intérieur.

Elle rendrait obligatoire l'aménagement de zones apaisées pour protéger les abords des écoles (restriction de trafic, éloignement des axes routiers, diminution de la vitesse, etc.) et investirait massivement dans les outils de renouvellement de l'air intérieur (amélioration de la ventilation, installation de capteurs de CO_2 et de purificateurs d'air).

- **La proposition de Victor Vauquois, de Terre de luttes :**

Instaurer un moratoire sur les projets qui artificialisent les sols

Alors que la France a adopté un objectif de zéro artificialisation nette des sols en 2050 et de réduction de l'artificialisation de 50 % dès 2030, elle continue à autoriser, soutenir, voire financer des projets polluants qui bétonnent des dizaines de milliers d'hectares.

Il est urgent que notre pays applique réellement cet objectif et se donne les moyens de le faire appliquer. Le gouvernement pourrait ainsi dès maintenant instaurer un moratoire sur les grands projets qui artificialisent nos sols, comme les plus de soixante projets routiers, ou encore les dizaines de mégabassines prévues dans la Vienne et les Deux-Sèvres.

- **La proposition de Dominique Chevillon, de la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) :**

Mettre fin aux captures accidentelles de dauphins dans le golfe de Gascogne

Depuis juillet 2020, la Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction contre la France pour n'avoir pas pris de mesures suffisantes pour limiter les captures accessoires de dauphins — espèces menacées — par les activités de pêche. Elle pourrait décider prochainement de saisir la Cour de justice de l'Union européenne. Le plan d'actions du gouvernement, qui prévoit l'équipement en caméras de 80 bateaux, n'est en rien suffisant, ne concerne même pas les bateaux qui capturent le plus (les chalutiers pélagiques), et est trop tardif (hiver 2023-2024).

Comment ne pas perdre un an de plus ? L'État pourrait agir enfin en décidant une fermeture spatio-temporelle, c'est-à-dire en suspendant la pêche dans le golfe de Gascogne au moins trois semaines en février dès cette année ; c'est en effet durant ce mois qu'ont lieu la grande majorité des captures. Certains pêcheurs y sont prêts, et le coût d'indemnisation serait finalement assez limité. Ce serait une mesure forte et concrète pour la biodiversité, de surcroît sur des animaux sauvages qui font rêver chaque Française et chaque Français.

- **La proposition d'Anne Bringault, du Réseau Action Climat :**

Mettre fin aux dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité

L'État a dans son budget 2023 plus de 67 milliards de dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité. Mettre fin à ces dépenses, en concertation avec les acteurs impactés, est indispensable pour respecter les engagements climatiques de la France.

L'argent économisé permettrait par ailleurs d'accélérer les solutions pérennes comme la rénovation performante des logements, en particulier pour les ménages aux bas revenus, et le développement du train avec des tarifs accessibles.

- **La proposition de Frédi Meignan, de Mountain Wilderness :**

Réorienter une part du budget consacré aux canons à neige vers des activités plus respectueuses de la montagne

Les pouvoirs publics financent abondamment les infrastructures touristiques en montagne. Dans les villages et les stations, de nombreux projets immobiliers continuent de les artificialiser. L'État, les régions et les collectivités doivent rééquilibrer l'attribution des aides destinées au tourisme vers des activités plus respectueuses de la montagne.

Une part des centaines de millions consacrés aux canons à neige pourrait être réorientée, par exemple vers des pépinières d'artisans — ou d'autres acteurs de la montagne faisant vivre les territoires à l'année —, des cycles de formations visant à améliorer l'accueil et la découverte sensible des milieux naturels, ou encore des activités agricoles respectueuses de l'environnement. Cela contribuerait à changer notre rapport à la montagne : à la voir non plus comme un simple terrain de consommation, mais comme un terrain d'apprentissage extraordinaire.

- **La proposition d'Alice Elfassi et Diane Beaumenay-Joannet, de Zero Waste France et Surfrider Foundation Europe :**

Généraliser la consigne des emballages

Cette petite somme d'argent supplémentaire, payée à l'achat d'un produit emballé à son point de vente et récupérée lorsque l'emballage est rendu, existait en France jusque dans les années 1980. Elle a progressivement disparu au profit des emballages jetables, notamment en plastique.

Son retour apporterait de nombreux bénéfices pour l'environnement : il permettrait de réduire les quantités d'emballages produits puis jetés, et plus généralement de réduire le plastique à usage unique. Il apporterait également des bénéfices économiques et sociaux, avec une baisse des coûts à terme, ainsi que la création d'emplois locaux non-délocalisables.

- **La proposition de Christophe Robert, de la Fondation Abbé Pierre :**

Renforcer le chèque énergie pour les ménages modestes

Afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays, le gouvernement doit mettre en place un vaste plan de rénovation performante de toutes les passoires thermiques, en s'approchant le plus possible du zéro reste à charge pour les ménages les plus modestes.

Simultanément, afin d'offrir une réponse efficace à l'augmentation drastique des prix de l'énergie en 2023, il est urgent de renforcer le chèque énergie de façon pérenne, proportionnellement aux difficultés de paiement rencontrées par les ménages modestes.

Ce dispositif doit être a minima triplé pour atteindre 800 euros par an pour les ménages les plus en difficulté. Il doit également être indexé sur les prix réels de l'énergie, et élargi aux 30 % des Français les plus modestes.

- **La proposition de Fanélie Carrey-Conte, de la Cimade :**

Régulariser de manière large et durable les personnes sans-papiers

Le gouvernement doit agir pour l'égalité des droits, pour la cohésion sociale, pour la solidarité. Cela passe par une régularisation large et durable des personnes sans-papiers, et non restrictive à quelques secteurs économiques. Pour les personnes en situation irrégulière qui vivent ici, travaillent ici, ont une famille, des enfants, des amis… Et se retrouvent pourtant au quotidien sous la menace permanente de l'arbitraire des arrestations et expulsions, et subissent la précarité à laquelle les renvoie systématiquement leur invisibilité.

- **La proposition de Sébastien Arsac, de L214 :**

S'engager à réduire de moitié en cinq ans la consommation de produits animaux des Français

Chaque année, en France, on tue plus d'un milliard d'animaux terrestres et des milliards d'animaux aquatiques pour la consommation de produits animaux. L'élevage est pourtant responsable de 14,5 % des émissions de gaz à effet de serre et de 65 % de la déforestation en Amazonie.

Plusieurs mesures pourraient nous permettre de réduire notre consommation de produits animaux : augmenter leur fiscalité, promouvoir les alternatives végétales dans les restaurants et les cantines scolaires, mettre en place des campagnes de communication sur les bénéfices de la réduction de la consommation de produits animaux…

Réduire notre consommation de produits animaux serait une mesure efficace, concrète et populaire : selon un sondage Yougov pour L214 de février 2022, deux Français sur trois y sont favorables.

- **La proposition de Mathilde Damecour, du Réseau Sortir du Nucléaire :**

Abandonner la relance du parc nucléaire avec le projet de nouveaux réacteurs EPR

Le sixième rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat insiste sur la nécessité d'options financièrement accessibles et rapides à déployer pour réduire nos émissions. Si les économies d'énergie, via notamment l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sont adaptées pour relever ce défi, la lenteur de construction et le coût d'un réacteur nucléaire sont

incompatibles avec l'urgence climatique, d'autant plus que la filière à perdu des compétences autant pour la maintenance que la construction de ses réacteurs.

Abandonner la relance du nucléaire permettrait également d'endiguer (à moyen terme) la production de déchets et le risque d'accident, donc de pollution des eaux et des terres agricoles, dans un avenir où leurs disponibilités constitueront des enjeux vitaux.